

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

4M PROVENCE ROUTE

Village d'entreprise Ero
RN 7
84700 Sorgues

Références : D-00326-2023
Code AIOT : 0006401616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement 4M PROVENCE ROUTE, implanté lieu-dit Sainte Marie 84210 Pernes-les-Fontaines. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société 4M PROVENCE ROUTE SA, dont le siège social est situé au Village d'entreprise ERO, 38, rue des cardeurs à Sorgues (84700), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " Sainte-Marie " sur la commune de Pernes les Fontaines (84210). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997, pour une durée de 25 ans, complété par les arrêtés n° 187 du 16 octobre 2003, du 11 juillet 2017 et du 23 mars 2021. La société 4 M provence a fait l'objet d'une mise en demeure le 03/01/2023, suite à la visite d'inspection du 10/11/2022. La visite du 09/05/2023 a pour objectif de vérifier le respect de la mise en demeure précitée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 4M PROVENCE ROUTE
- Sainte Marie 84210 Pernes-les-Fontaines
- Code AIOT : 0006401616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 03/01/2023, portant sur :
 - la procédure d'acceptation préalable des déchets ;
 - la traçabilité des déchets ;
 - les limitations d'accès au site ;
 - le bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	bruits	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 20.1	Mise en demeure respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	accès	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 12	Mise en demeure respect de prescription	Sans objet
2	procédure d'acceptation préalable des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Mise en demeure respect de prescription	Sans objet
3	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 et 8	Mise en demeure respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté le respect de l'arrêté de mise en demeure du 03/01/2023 portant sur les dispositions des articles 3, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 et sur les dispositions des articles 12 et 20-1 de l'arrêté préfectoral du 11/12/1997. Par ailleurs, une campagne complémentaire de mesure des niveaux sonores est également demandée, afin de compléter les données mesurées en janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 12 ; article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 12 : Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière doit être contrôlé. Il doit être interdit par une barrière cadénassée ou un portail fermé à clé en dehors des jours et heures ouvrés, sauf autorisation spéciale de l'exploitant. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autres part à proximité des zones clôturées. Article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023 : La société 4 M Provence Route, dont le siège social est situé village d'entreprise ERO, 38 rue des Cardeurs à Sorgues, ci-après nommé l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site implanté au lieu dit « Sainte-Marie » 84 210 Pernes Les Fontaines : [...] b) de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 susvisé, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, par la pose des clôtures manquantes ;
<u>Constats de la visite d'inspection du 19/11/2015 (écart n°5)</u> : du côté nord, le long du bâti, le site n'est pas clôturé. Par ailleurs, sur le reste du périmètre du site, il existe certaines non-continuités de la clôture (présence d'arbre ou de petit merlon). Réponse de l'exploitant : la présence de branche a été abordée avec le paysagiste qui fera le nécessaire lors de la prochaine campagne de débroussaillage en 2016. La discontinuité de la clôture sera revue à travers la « check list » mensuelle, au même titre que le suivi environnemental, toutes séparations seront enregistrées. <u>Constat du 08/11/2022</u> : Présence de panneaux signalant les dangers liés à la carrière, d'un portail. Le côté nord du site est clôturé. Toutefois, par endroit et en particulier pour le côté qui longe le champ de vigne, il est constaté l'affaissement de certaines clôtures, ou leur absence pouvant aisément favoriser le franchissement à pied de celles-ci. Par ailleurs, l'exploitant ne réalise plus le suivi mensuel de l'état de la clôture, tel qu'il s'y était engagé à l'issue de l'inspection du 19/11/2015. <u>Constat du 02/05/2023</u> : les clôtures qui bordent le champ de vigne ne sont pas réparées, l'absence de paneautage relatifs aux mentions de dangers et à l'interdiction de pénétrer est constatée. Les clôtures sont également endommagées du côté du chantier ENGIE jouxtant le site.

L'exploitant a produit le devis d'un prestataire le 04/05/2023 pour une intervention. Il a communiqué par courriel du 11/05/2023 des photos des clôtures réparées et l'apposition du panneau dédié. Il a également communiqué copie du registre du suivi des clôtures mis en place.





Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : procédure d'acceptation préalable des déchets

référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 ; article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023

Thème(s) : Risques chroniques, procédure d'acceptation préalable des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023 : La société 4 M Provence Route, dont le siège social est situé village d'entreprise ERO, 38 rue des Cardeurs à Sorgues, ci-après nommé l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site implanté au lieu dit « Sainte-Marie » 84 210 Pernes Les Fontaines : [...]

a) article 3 Arrêté Ministériel du 12/12/2014, sous un mois en mettant en place une procédure d'acceptation préalable

Constats de la visite du 08/11/2022 : Par courriel du 10/11/2022, l'exploitant a produit le registre intitulé "registre des rotations" pour les mois de septembre et octobre 2022. Ce registre traite à la fois des déchets extérieurs réceptionnés et des expéditions de matériaux issus de la carrière. Après examen, il apparaît que ce registre comporte le nom du transporteur, la plaque d'immatriculation du véhicule ayant transporté les déchets, le chantier concerné, le type de véhicule, le type de matériaux/déchets, ainsi que les tonnages. Ce registre vise notamment à répondre aux exigences de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 11/12/1997. L'exploitant précise que la très grande majorité des déchets réceptionnés sont issus des chantiers réalisés par la société 4M Provence.

Parallèlement à ce registre, le PGD version 1 du 14/03/2022 § 3.1 présente sous forme de tableau la nature des déchets, le code déchet, l'origine des déchets extérieurs réceptionnés, la désignation, le traitement effectué sur site, ainsi que l'identification du stockage temporaire ou définitif effectué sur site. Ces déchets se déclinent en trois catégories :

- les terres et cailloux (code déchets 17 05 04) réutilisés pour le remblaiement de la carrière ;
- les bétons, enrobés, briques et tuiles (codes déchets 17 01 01, 17 03 02 et 17 01 07) stockés temporairement en attente de recyclage après broyage / concassage ;
- les déchets indésirables (métaux / DIB), stockés en bennes avant leur évacuation vers le dépôt de la société pour un tri puis une évacuation vers un prestataire agréé.

Les catégories de déchets 17 05 04, 17 01 01, 17 03 02 et 17 01 07 sont mentionnées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Toutefois, la procédure ne précise pas que :

- les déchets réceptionnés relevant des codes 17 05 04 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante ;
- les déchets réceptionnés ne sont pas visés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Par ailleurs, les informations précitées relatives aux conditions d'acceptation des déchets externes réceptionnés sur le site sont incluses dans le PGD, dont la vocation est de définir les modalités de gestion des déchets internes générés par l'exploitation de la carrière. Pour rappel, les objectifs du plan de gestion des déchets sont rassemblés à l'article 5 de la Directive 2006/21/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15/03/2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la directive 2004/35/CE du 15 mars 2006.

Constat du 02/05/2023 : Par courriel du 11/01/2023, l'exploitant a transmis à la DREAL la procédure d'acceptation préalable mise en place, comprenant l'ensemble des attendus de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Il a également dissocié la procédure d'acceptation des déchets externes du plan de gestion des déchets d'extraction internes, afin de faciliter la compréhension des deux documents et leur appropriation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 et 8 ; article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 5 : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Article 8 : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023 : La société 4 M Provence Route, dont le siège social est situé village d'entreprise ERO, 38 rue des Cardeurs à Sorgues, ci-après nommé l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site implanté au lieu dit « Sainte-Marie » 84 210 Pernes Les Fontaines : [...]</p> <p>a) article 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sous un mois en mettant comprenant l'ensemble des attendus des article précités.</p>
<p>Constats de la visite d'inspection du 08/11/2023: l'exploitant a mis en place un registre comportant le nom du transporteur, la plaque d'immatriculation du véhicule ayant transporté les déchets, le chantier concerné, le type de véhicule, le type de déchets réceptionné, ainsi que les tonnages. Par ailleurs, le PGD version 1 du 14/03/2022 comporte en annexe une fiche type d'acceptation des déchets comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, pour les trois catégories de déchets

<p>pouvant être réceptionnées sur le site ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Toutefois, ce document ne comporte pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro SIRET du transporteur ; - l'origine des déchets ; - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que ce certificat n'a pas encore été mis en œuvre.</p> <p>Constat du 02/05/2023 : Par courriel du 11/01/2023, l'exploitant a communiqué à la DREAL un document d'acceptation préalable (DAP) comprenant l'ensemble des attendus des articles 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Le 2 mai 2023, l'inspection a pu consulter un DAP complété, pour la réception de déchets sur le site le 28/02/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 20.1 ; article 1er de la mise en demeure du 03/01/2023
Thème(s) : Risques chroniques, bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB (A), d'une émergence supérieure à : - 5 dB (A) pour la période allant de 06h30 à 21h30, sauf dimanche et jours fériés, - 3 dB (A) pour la période allant de 21h30 à 06h30, ainsi que les dimanches et jours fériés L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruits mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20/08/1985 (J.O. du 10/11/1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. En limite de la zone d'exploitation autorisée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser sont fixés dans le tableau de L'AP 1997. [...] Un contrôle des niveaux sonores doit être réalisé dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement.</p>
<p>Constat du 19/11/2015 (écart n°7) : l'exploitant ne disposait pas de mesures sonores récentes. Réponse de l'exploitant : une campagne de mesure sonore en périphérie d'exploitation sera réalisée avant mars 2016.</p>
<p>Constat du 08/11/2022: L'exploitant n'a pas procédé à la réalisation de mesures sonores depuis la dernière inspection.</p>

Constat du 02/05/2023: L'exploitant a transmis par courriel du 11/01/2023 l'étude d'émissions sonores relative au site de la carrière effectuée le 06/01/2023. La localisation des points de mesures a été réalisée comme suit:

point 1: limite de site et zone à émergence réglementée (ZER) au Nord-Ouest du site;

point 2: ZER au Nord du site;

point 3: limite de site et ZER au Nord-Est du site;

point 4: limite de site et ZER au Sud – Est du site.

Point 5 : Limite au Sud du site.

Les résultats de ces mesures sont conformes aux valeurs réglementaires, excepté pour le point 1 noté comme non-conforme en émergence (8,2 dB mesurés pour une limite de 5 dB). Le rapport précise que le point n°1 est impacté par le chantier Engie et que ce dernier est temporaire et ne reflète pas l'activité de la carrière. La présence de l'aérodrome jouxtant le site de la carrière est également noté comme ayant contribué aux émergences enregistrées. (peu de passage d'avions sur les mesures de bruit résiduels).

Observations : L'étude de bruit réalisée ne fait pas la distinction entre l'activité de la carrière et les autres activités extérieures, à savoir l'aérodrome et le chantier ENGIE. L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, faire réaliser une nouvelle étude des niveaux sonores. Celle-ci s'attachera à séparer l'activité de la carrière des autres activités environnantes, afin d'évaluer précisément l'impact sonore de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois